

TENDANCES DE L'ÉCONOMIE ÉTATS-UNIENNE SOUS LA MANDATURE DE BARACK H. OBAMA

RÉMY HERRERA *

Cet article propose un état des lieux de l'économie états-unienne à l'heure présente, en analysant successivement: 1. comment la crise actuelle est née au cœur même de la dynamique de l'économie de l'hégémonie mondiale; 2. comment se manifestent les symptômes de cette crise aux États-Unis; 3. l'ampleur et les limites des politiques anticrise qui ont été mises en place par le gouvernement Obama; et 4. dans quelle mesure la crise structurelle du capitalisme et les guerres impérialistes sont liées.

Plus encore peut-être que de l'espoir—la crise l'autorise-t-elle?—, c'est un sentiment de soulagement qu'a suscité la victoire de Barack Hussein Obama aux élections présidentielles de novembre 2008. Soulagement de constater que certains préjugés racistes, que l'histoire des États-Unis enracina profondément dans les mentalités de larges composantes de la population, peuvent être dépassés, au moins partiellement; mais également de voir enfin stopper la série de crimes dont son prédécesseur ne manquera pas de marquer cette même histoire. Car le vote en faveur du premier président métis du pays était aussi une manifestation d'opposition à George Walker Bush et à l'héritage qu'il laissait. Entre guerre permanente et crise systémique, aucun président états-unien—sauf peut-être en son temps Franklin D. Roosevelt—n'a dû faire face à des défis comparables à ceux que doit affronter Obama depuis son élection. La question n'était pas de savoir si ce dernier parviendrait à «changer la vie» de ses concitoyens, mais plutôt s'il chercherait à infléchir les tendances apocalyptiques qu'induit pour l'humanité la stratégie de la finance

* ÉCONOMISTE, CNRS, CENTRE D'ÉCONOMIE DE LA SORBONNE

états-unienne. Tant il est vrai qu'Obama a certes été l'élu du peuple des États-Unis, mais également le candidat sélectionné par les fractions lucides de Wall Street qui ont conscience que, dans leur propre intérêt, le cours des choses doit être modifié... pour que rien ne change véritablement. La situation présente n'est pas celle d'une crise passagère de crédit ou de liquidité, par laquelle le système trouverait à se recomposer pour recommencer à fonctionner « normalement » – avec un nouvel essor des forces productives et dans le cadre de rapports sociaux modernisés. Il ne s'agit pas du « *beginning of the end of crisis* »¹ aperçu par les conseillers du président Obama. Cela semble beaucoup plus grave, essentiellement parce que nous avons affaire à une crise de suraccumulation du capital touchant l'hégémonie du système mondial capitaliste elle-même et se manifestant par une dilatation exorbitante du crédit permettant au capital de s'accumuler sous les formes toujours plus abstraites.

Les États-Unis au cœur de la crise mondiale

Les conditions de la crise qui éclata sur le compartiment des *subprimes* du marché immobilier avaient été préparées par des décennies de suraccumulation de « capital fictif »². Il convient d'appréhender les événements actuels dans la perspective de longue période d'une aggravation des dysfonctionnements des mécanismes de régulation du système mondial sous hégémonie des États-Unis, au moins depuis les années 1960, lorsque les déficits caractérisant leur économie, causés pour partie par la guerre du Viêt-nam, provoquèrent de fortes tensions sur le dollar et la multiplication des eurodollars et pétrodollars sur les marchés interbancaires – tensions qui se sont finalement révélées intenables. Dans ce processus, certains événements ont joué un rôle fondamental, parmi lesquels, sur le marché de changes, le démantèlement des accords de Bretton Woods, avec la décision des États-Unis en 1971-1973 de ne plus les respecter, d'abandonner la convertibilité or et de démanteler le système d'étalon de change or sous Nixon, ouvrant la voie à la flexibilisation des régimes de change. D'où les grandes vagues de déréglementation des marchés monétaires et financiers à compter

¹ Lire: *The Washington Post*, 17 février 2009, « *Economy Watch: Coverage of the Financial Crisis* ».

² Herrera (2010a).

de la fin de la décennie 1970, et spécialement la « libéralisation » des taux de changes et des taux d'intérêt.

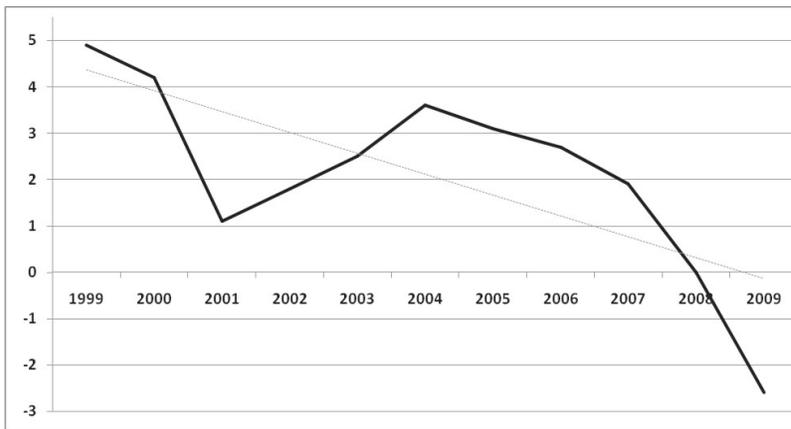
Dans un contexte d'épuisement des moteurs de l'expansion de l'après-Seconde Guerre et de pressions à la baisse des taux de profit – observée dès la fin des années 1960 –, la Fed, gagnée aux thèses monétaristes, avait augmenté ses taux d'intérêt unilatéralement à la fin des années 1970. Ce « coup d'État financier » (octobre 1979), par lequel la haute finance états-unienne reprit le pouvoir – perdu depuis la dépression des années 1930 – sur l'économie mondiale, marqua l'entrée dans l'ère dite du « néolibéralisme ». Les marchés financiers ont été modernisés, notamment à travers l'essor d'instruments de couverture, rendus nécessaires par la flexibilisation des changes et des taux d'intérêt sur des marchés globalement intégrés. Les montants correspondant à la création de ce capital fictif (sous forme de produits dérivés) ont très vite, et très largement, dépassé ceux destinés à la reproduction du capital productif, et leurs échanges ont été le fait d'un nombre de plus en plus concentré d'oligopoles financiers (les *primary dealers*, appelés *G15* par la Fed, tels que Morgan Stanley, Goldman Sachs...). Aux origines profondes de la crise, il y a à l'œuvre ces processus de dérégulation (ou rerégulation par les oligopoles financiers) et d'intégration des marchés financiers au sein d'un marché globalisé, qui déplacèrent le centre de gravité du pouvoir mondial vers la finance.

Certains des facteurs majeurs de la crise sont de nature « réelle » et liés à l'austérité : la crise des *subprimes*, par laquelle de nombreuses familles pauvres se sont retrouvées en défaut de paiement, s'explique aussi par les politiques néolibérales de rigueur menées depuis plus de 30 ans, qui ont cassé les salaires, flexibilisé les emplois, massifié le chômage, dégradé les conditions de vie – politiques qui ont brisé la demande et actionné des ressorts la rendant artificielle et insoutenable. La croissance n'a donc pu être maintenue en régime néolibéral qu'en dopant la demande de consommation privée, tout en tirant au maximum sur les lignes de crédit – et c'est cet essor sans précédent du système de crédit qui a fini par révéler la crise de suraccumulation dans sa version actuelle. Dans une société où des masses d'individus toujours plus nombreuses sont exclues et sans droits, l'élargissement des débouchés offerts aux propriétaires du capital pouvait seulement retarder la dévalorisation de l'excédent de capitaux placés sur les marchés financiers – mais pas l'éviter. C'est donc au cœur même de la logique de la dynamique de l'économie états-unienne qu'est née la crise ; avec, d'une part, un ajustement des déséquilibres internes et externes effectué par un drainage de capitaux

durables étrangers, à interpréter comme une ponction opérée par les classes dominantes états-uniennes sur les richesses du reste du monde, et, d'autre part, à l'intérieur des États-Unis, la concentration de richesses la plus forte depuis un siècle ³. D'où la catastrophe actuelle...

**Figure 1. Taux de croissance annuel du PIB
aux États-Unis de 1999 à 2009**

(en pourcentage)

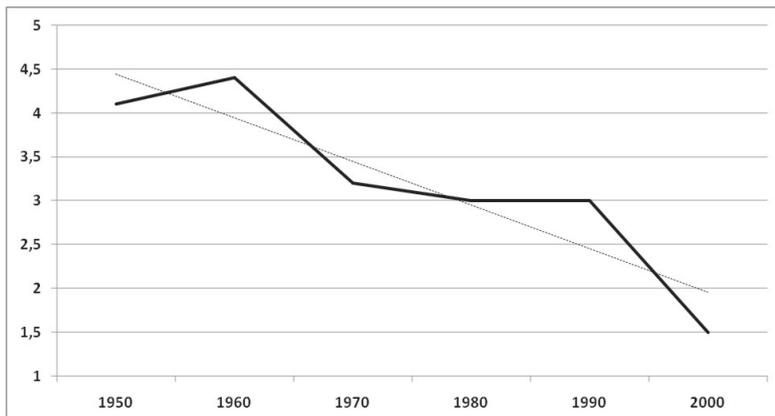


Source : Graphique élaboré par l'auteur d'après les données de la *World Bank* (années variées).

Note : Taux de croissance du PIB en moyenne annuelle aux prix de marché, en dollars constants (base 2000).

³ Herrera (2008).

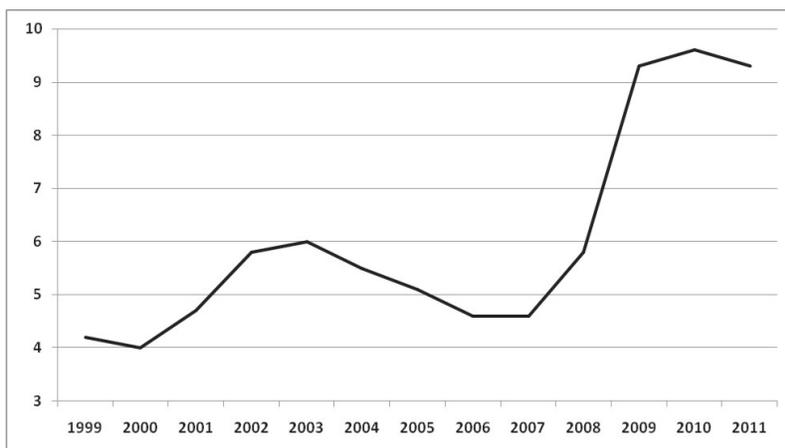
Figure 2. Taux de croissance du PIB aux États-Unis en moyennes décennales depuis 1950 (en pourcentage)



Source : Graphique élaboré par l'auteur d'après les données de la *World Bank* (années variées).

Note : Taux de croissance du PIB en moyenne décennale aux prix de marché et en dollars constants (2000).

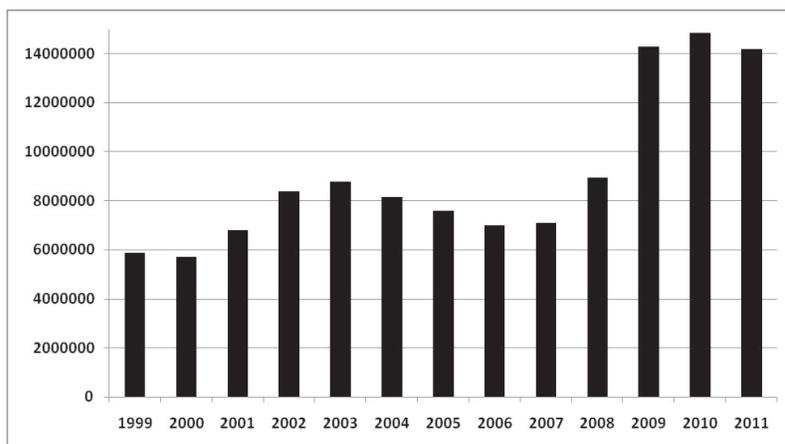
Figure 3. Taux de chômage aux États-Unis de 1999 à 2011 (en pourcentage de la population active)



Source : Graphique de l'auteur d'après les données du *Bureau of Economic Analysis* (années variées).

Note : Base de données des *National Economic Accounts*.

Figure 4. **Nombre de chômeurs aux États-Unis de 1999 à 2011**
(en unité)



Source : Graphique de l'auteur d'après les données du *Bureau of Economic Analysis* (années variées).

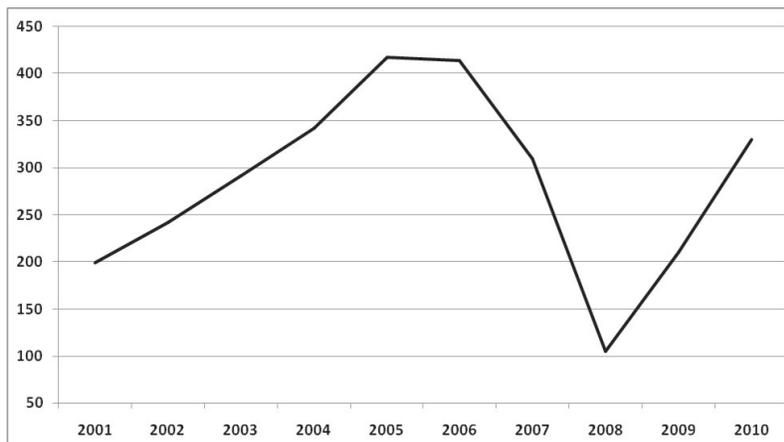
Note : Base de données des *National Economic Accounts*.

Le capitalisme en crise aux États-Unis

Au-delà de la destruction de capital fictif traduite par la chute brutale des capitalisations boursières (- 33,84% pour le Dow Jones Indus, - 39,76% pour le S & P 500 et - 40,54% pour le NASDAQ entre le 1^{er} janvier 2008 et le 1^{er} janvier 2009), c'est l'ensemble du système de financement de l'économie qui s'est bloqué aux États-Unis. L'une des conséquences dans la « sphère réelle » a été la raréfaction du crédit, surtout des prêts à la consommation. Dès 2007, l'économie est entrée en dépression – dans un contexte mondial où, un *pic ayant été atteint pour le pétrole, la recherche de nouvelles sources d'énergie* pose des limites objectives à la croissance – en plus d'entraîner des pressions à la guerre impérialiste pour le contrôle des ressources naturelles stratégiques. Tous les indicateurs économiques se sont alors déréglés. Le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) a fortement chuté (*figure 1*), accentuant une tendance au déclin déjà observée depuis plusieurs décennies (*figure 2*). En liaison avec cette évolution, les échanges commerciaux et la consommation des ménages (notamment en biens durables) se dégradèrent, tout comme le taux d'épargne au niveau national.

Le nombre de faillites d'entreprises se multiplia (supérieur à 5 000 par jour à la fin 2008), touchant certains fleurons de l'industrie états-unienne dont les pertes d'exploitation devinrent simplement abyssales (General Motors et Chrysler dans le secteur automobile, par exemple). En conséquence, le taux de chômage explosa, pour dépasser les 10% de la population active au quatrième trimestre 2009 (*figure 3*). En 2010, le chômage—dans sa définition officielle et restrictive—frappait près de 15 millions de personnes (*Figure 4*). La structure elle-même de ce chômage s'est rapidement détériorée: la proportion des demandeurs d'emploi de longue durée a fortement augmenté dès le second semestre de 2008 (*figures A.1. et A.2 en annexes*), les secteurs traditionnels de la production (industrie, construction, agriculture) ont été les plus durement affectés (*figure A.3*) et ce sont les communautés (« races », selon l'administration) afro-américaine et hispanique qui subissent davantage que les autres la privation d'emploi (*figure A.4*). En revanche, les profits enregistrés par les établissements financiers (finance, banque et assurance) se sont redressés extrêmement vite, pour revenir dès 2009 à leur niveau de 2001 et approcher dès la fin de l'année 2010 celui d'avant la crise (*figure 5*).

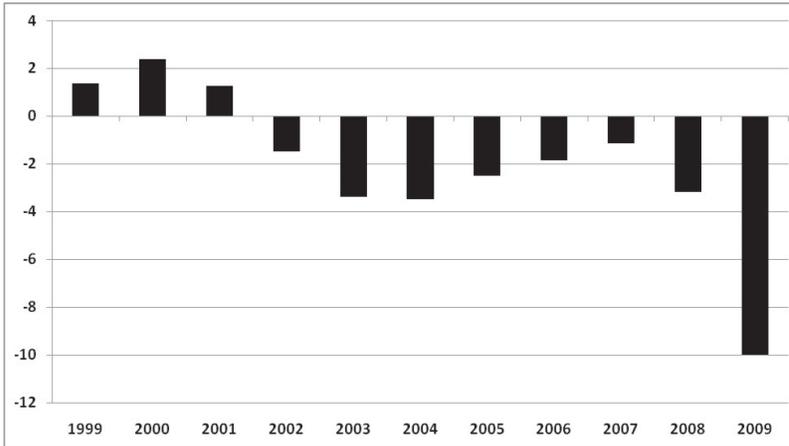
Figure 5. Profits des établissements financiers aux États-Unis entre 2001 et 2010
(en milliards de dollars)



Source: Graphique de l'auteur d'après les NIPA Tables de l'U.S. Department of Commerce (années variées).

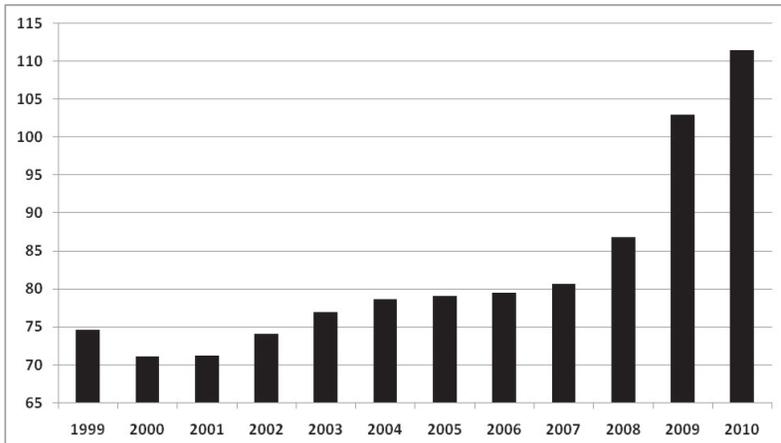
Note: Lire, dans la table 6-16D, la ligne 12, « corporate profits—other financial—domestic industries ».

Figure 6. Déficit budgétaire de l'État fédéral aux États-Unis de 1999 à 2009 (en pourcentage du PIB)



Source : Graphique de l'auteur d'après les données de *U.S. Government Spending* (années variées).

Figure 7. Dette publique aux États-Unis de 1999 à 2010 (en pourcentage du PIB)



Source : Graphique de l'auteur d'après les données de *U.S. Government Spending* (années variées).

Une dimension très préoccupante de cette crise est l'endettement des pouvoirs publics et les difficultés consécutives en matière de finances publiques, de l'État fédéral aux États fédérés et aux collectivités locales, spécialement pour ce qui concerne les budgets sociaux (éducation, santé, retraites...). Création massive de monnaie et fixation des taux d'intérêt juste au-dessus de zéro, d'une part, d'autre part, creusement du déficit budgétaire à 10% du PIB (*figure 6*) et accroissement démesuré de la dette publique (*figure 7*), ont déprécié le dollar et entraîné une « guerre des monnaies ». Cette dernière est, pour l'instant – mais pour combien de temps ? –, gagnée par le dollar, pour la raison fondamentale que les États-Unis disposent d'une arme tout à fait extraordinaire : leur Banque centrale peut créer sans limites (ou presque) de la monnaie qui est acceptée par les autres pays, parce que le dollar demeure la réserve de valeur internationale. Cela permet aux États-Unis d'imposer au reste du monde les termes d'une capitulation qui l'oblige à poursuivre les politiques néolibérales et à subir le taux de change du dollar qui convient le mieux à la stratégie de domination états-unienne, et ce, même si cela implique une dépréciation des réserves de change détenues par les autorités monétaires des autres pays (au premier rang desquels la Chine). On pense en effet, aux États-Unis, qu'un dollar déprécié pourrait résorber le déficit commercial et stimuler la production intérieure. Le résultat est en réalité une croissance extrêmement faible aux États-Unis, qui sont en quasi-stagnation. On dira : la croissance du régime néolibéral était déjà de très basse intensité ; c'est vrai, mais la situation s'est en fait considérablement aggravée, car, désormais, le problème concerne l'ensemble du système de financement de l'économie.

Les limites des politiques anticrise

Les politiques anticrise menées par le gouvernement états-unien ont consisté à tenter de coordonner au maximum les actions des grandes Banques centrales intervenant avec la Fed pour injecter des liquidités sur le marché interbancaire par création de « monnaie primaire », offrir des lignes de crédit spéciales aux banques et réduire les taux d'intérêt. L'objectif a été d'éviter l'effondrement du système – proche du gouffre en septembre 2008 –, tout en freinant la chute des indices boursiers et la spirale descendante de dévalorisation du capital fictif. Mais cela n'a résolu aucune des contradictions fondamentales du système. Un point tournant a été, comme on le sait, la non-intervention

des autorités monétaires lors de la faillite de Lehman Brothers à la mi-septembre 2008. Immédiatement après, le changement de cap de la Fed et du Trésor opéra à 180° : plusieurs grands établissements financiers en péril, comme l'assureur AIG, ont été nationalisés (le plus souvent sans droit de vote ni nouveaux critères de contrôle); les *short sells* ont été temporairement suspendues; puis la Fed a ouvert des lignes de crédits aux *primary dealers* dans des conditions très favorables (à taux d'intérêt quasi nuls); l'État a aidé ces dealers dans les montages de rachat de groupes en faillite et les a recapitalisé—c'est-à-dire a soutenu très lourdement le processus d'hypercentralisation du pouvoir des oligopoles financiers dans des structures de propriété du capital toujours plus concentrées (exemples: Lehman Brothers a été repris par Citigroup, Merrill Lynch par Bank of America, Washington Mutual par Morgan...); une structure de « défaisance » a été créée pour apporter la garantie de l'État à les titres toxiques; et, mesure cruciale prise en octobre 2008, la Fed a étendu ses *swap lines* (arrangements réciproques temporaires sur devises) aux Banques centrales du Nord et des grands pays du Sud en les rendant quasi « illimitées »...

Ce furent par la suite les plans Paulson (versions 1 et 2) et les plans de soutien généralisé de l'économie—avec, au passage, plusieurs recapitalisations d'une Fed à bout de souffle... Et, finalement, début 2011, le président de la Fed, M. B. Bernanke, a prévenu le ministre des Finances, M. T. Geithner, qu'il n'entendait pas continuer à financer les déficits publics, et que l'heure était venue de revenir à la rigueur et de relever les taux d'intérêt. Toutefois, deux risques majeurs sont alors apparus: 1. aux États-Unis, que le fardeau de la dette publique s'alourdisse encore; et 2. pour le reste du monde, que les flux de capitaux repartent financer les déficits états-uniens (pour leur permettre de nouveau de vivre au-dessus de leurs moyens). Et tout cela, sous les yeux des peuples du monde entier, qui comprennent non seulement que l'État est de plus en plus tourné contre les services publics, mais encore et surtout que sa priorité absolue est le sauvetage de la haute finance—qui le domine.

Les politiques anticrise conduites sous le gouvernement Obama ne sont pas keynésiennes. Si des mesures « keynésiennes » sont perceptibles (exemple: les travaux d'infrastructures), la prédominance va encore nettement au néolibéralisme pour sauver le maximum de capital fictif suraccumulé. La reconversion dans l'urgence de plans de sauvetage du capital en un interventionnisme d'État actionné de façon antidémocratique ne saurait ainsi faire illusion. Les politiques anticrise et leurs initiateurs ne se sont

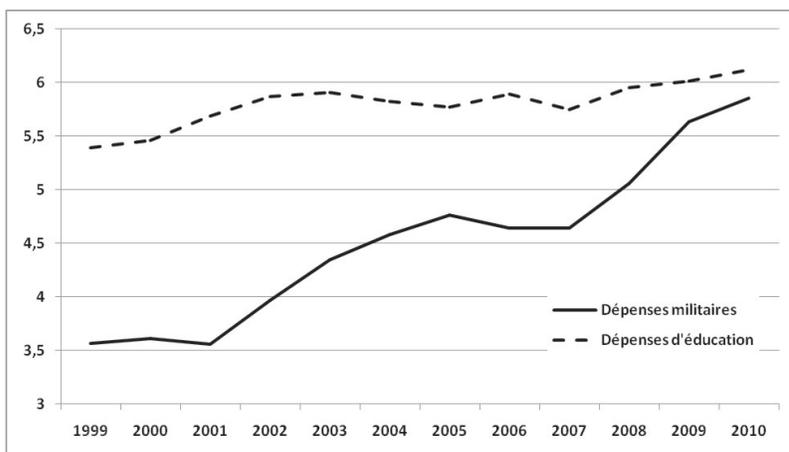
pas extraits des dogmes de l'orthodoxie. La Fed continue à créer de la monnaie primaire, massivement – et encore récemment avec le *Quantitative Easing 2*. Pourtant, cette politique monétaire en apparence « keynésienne », opérant par la baisse des taux d'intérêt réels, s'est en réalité révélée incapable de transférer du capital monétaire de la sphère financière vers la sphère productive. De là, la préoccupation actuelle majeure aux États-Unis, depuis le début de l'année 2011 : l'endettement de l'État, soit à la fois du Trésor, de l'État fédéral, mais également des États fédérés et des collectivités locales. La voie choisie, qui est tout le contraire de ce que préconisait jadis Keynes, est celle d'un durcissement des plans d'ajustement : résorber le déficit budgétaire en augmentant les impôts et en réduisant les dépenses publiques, par la baisse du nombre des fonctionnaires et de leurs rémunérations ; en d'autres termes, reporter le fardeau sur les travailleurs.

Les personnalités dont la finance a choisi d'entourer le président Obama ne seront pas les acteurs du changement exigé. C'est le « démocrate » Paul Adolph Volcker qui a été nommé en novembre 2008 à la tête du Conseil pour la reconstruction économique ; celui-là même qui, au cours de sa brillante carrière, débutée à la Chase Manhattan Bank (J.P. Morgan), joua son rôle dans la décision de suspendre la convertibilité du dollar en or et le démantèlement du système d'étalon de change or en 1971-1973 sous Nixon (quand il était son sous-secrétaire au Trésor pour les Affaires monétaires internationales), puis dans l'adoption du monétarisme et le déclenchement du « coup d'État financier » de 1979 (comme président de la réserve fédérale, nommé par Carter et confirmé par Reagan en 1983), avant de revenir à ses amours en replaçant ses talents au service de la finance en tant que directeur de la banque Rothschild, Wolfensohn & Co., puis comme *Chairman of the Board of Trustees* de l'empire Rockefeller. L'élaboration des solutions à la crise est donc confiée à une équipe conduite par un homme qui contribua à en poser les conditions. P.A. Volcker justifia d'ailleurs son soutien à Obama, pour un « *fresh leadership* » par ces mots : « Cela pourrait restaurer la confiance en notre vision, notre force et nos objectifs partout dans le monde »⁴. L'une des figures prestigieuses du Conseil pour la reconstruction économique est Martin Feldstein, théoricien néoclassique et très néolibéral ex-conseiller économique en chef de Reagan. Le reste n'est pas fait pour rassurer : Timothy Geithner (qui commença par travailler pour le cabinet de consultants de

⁴ Lire le *Wall Street Journal* du 31 janvier 2009.

Kissinger) au poste de secrétaire au Trésor, bras droit de Bernanke à la *Federal Reserve Bank* de New York et au *Federal Open Market Committee*; Lawrence Summers en tant que directeur du Conseil économique national de l'*Executive Office of the President*, connu pour être un néolibéral intransigeant – et aussi pour avoir été contraint de démissionner de la présidence de l'université d'Harvard pour « propos misogynes »... – ; Robert Rubin comme conseiller du président, l'ancien secrétaire au Trésor de Clinton qui suivit la ligne tracée par Alan Greenspan de déréglementation des marchés de produits dérivés... et le *big boss* de Citigroup récompensé pour avoir conduit ce géant bancaire à la faillite! Permettons-nous d'émettre quelques doutes sur la capacité de tels experts à résoudre la crise...⁵

Figure 9. Comparaison des dépenses militaires et d'éducation aux États-Unis de 1999 à 2010
(en pourcentage du PIB)



Source : Graphique de l'auteur d'après les données de *U.S. Government Spending* (années variées).

⁵ Herrera (2010b).

La poursuite des guerres impérialistes

L'esprit d'ouverture du président Obama cache difficilement son strict encadrement... Ce sont des économistes de l'ancien régime, arc-boutés sur les dogmes du passé et attachés à la haute finance qui mettront en mesures le néolibéralisme (pseudo « keynésien ») de son plan de relance. La soutenabilité de ce dernier reste pourtant sujette à caution, dans un contexte où ne vont plus du tout de soi les réponses aux incontournables interrogations sur la solvabilité d'une économie extraordinairement surendettée, la conservation du dollar comme devise-clé internationale et la capacité à reconduire l'hégémonie mondiale des États-Unis d'Amérique. L'administration Obama prévoit de ramener le déficit du budget de l'État fédéral autour de 500 milliards de dollars en 2013, grâce aux économies permises par l'arrêt de la guerre en Irak—lesquelles excéderaient les coûts du redéploiement des troupes en Afghanistan. Mais, il apparaît que le président Obama n'a pas inversé la logique des « guerres préventives » de son prédécesseur (*figure 8*), comme il l'avait pourtant laissé entendre durant sa campagne, et qu'il n'a pas mis fin à la régulation du système mondial capitaliste par la guerre. Il est vrai que le doute était permis, dès l'élection de B. Obama, au vu des individus qu'il avait désignés pour conduire sa politique extérieure : le ministre de la Défense de G.W. Bush et ex-directeur de la CIA Robert Gates, le très engagé Rahm Israel Emanuel au secrétariat général de la Maison blanche, et même Madeleine Albright appelée à le représenter à l'étranger avant son entrée en fonction...

Crise et guerre sont étroitement imbriquées, en tout premier lieu parce que cette dernière est intégrée au cycle, économiquement, en tant que forme extrême de destruction de capital, mais aussi politiquement, pour la reproduction des conditions de maintien du commandement des fractions dominantes des classes dominantes—la haute finance—sur le système mondial. Pendant la guerre froide, l'essor des forces productives a été en partie impulsé aux États-Unis par la dépense militaire et le complexe militaro-industriel, à travers la course aux armements, et les progrès techniques induits (systèmes informatisés, robots commandés par ordinateurs, réseaux internet...). À l'heure actuelle, le secteur militaire reste considérable aux États-Unis, engloutissant près du cinquième du budget de l'État fédéral, correspondant à un peu moins de la moitié des dépenses de défense à l'échelle mondiale et disposant de plus de 1 000 bases militaires en dehors du territoire national. Le complexe militaro-industriel continue à jouer un rôle-clé

dans l'économie états-unienne et l'emprise de la haute finance sur les firmes transnationales de l'armement va croissant, se manifestant par une prise de contrôle de la structure de propriété de leur capital par des investisseurs institutionnels, eux-mêmes détenus par les plus puissants oligopoles financiers⁶. Idem pour les sociétés militaires privées, une part toujours plus grande d'entre elles passant sous la coupe de la finance à mesure que l'État « externalise » ses activités de défense. Dans un contexte où l'usage de la force armée est la stratégie imposée au reste du monde par la haute finance états-unienne comme condition de sa reproduction, où la militarisation est une modalité d'existence du capitalisme et où le rôle de l'État (néolibéral) est fondamental pour le capital – car c'est bien celui-là qui entre en guerre pour le compte de celui-ci, et ce sont les agences gouvernementales qui attribuent les montants astronomiques de contrats militaires aux firmes privées, *via le lobbying* –, dans un tel contexte donc, la dépense militaire devient une source majeure de rentabilité pour le capital et peut, lorsqu'elle est financée par la dette publique, accroître encore l'accumulation de capital fictif.

De surcroît, on doit remarquer que les guerres d'Afghanistan et d'Irak ont été lancées en un temps précis ; un temps de crise, déjà – à partir de 2001 (comme 1913 et 1938 étaient des années de crise), crise qui a elle-même surgi au moment de modifications importantes de la politique monétaire aux États-Unis consécutivement à l'aggravation des déficits internes et externes du pays – le premier, en raison des besoins de financement associés en partie aux guerres impérialistes ; le second, dû notamment aux délocalisations, tout particulièrement vers la Chine. Ainsi, à la suite du ralentissement de la croissance économique aux États-Unis en 2000, la Fed avait brutalement diminué son taux d'intérêt (de 6,50 % en décembre 2000 à 1,75 % en décembre 2001, puis à 1,00 % mi-2003), et l'avait maintenu à ce niveau très bas jusqu'à la mi-2004. C'est exactement pendant cette période, au cours de laquelle les taux d'intérêt réels étaient devenus négatifs, que les mécanismes de la crise des *subprimes* se sont mis en place, avec des prises de risques de plus en plus élevés, notamment dans l'immobilier. En raison de l'alourdissement de l'effort de guerre, spécialement, la Fed a dû relever le taux d'intérêt à partir de 2004, soit un an après le début de la guerre en Irak, jusqu'à 5,25 % mi-2006. C'est juste un peu après, à la fin de l'année 2006, que des débiteurs ont commencé à interrompre en masse

⁶ Herrera (2010a).

leurs échéanciers de prêts hypothécaires—le nombre de défauts de paiement étant aggravé par la contraction de la croissance et la stagnation des salaires.

La Fed a maintenu ce taux d'intérêt assez haut, au-dessus de 5 %, jusqu'à la mi-2007, alors même que les signes de la crise étaient clairement visibles. Ce n'est qu'à partir d'août 2007, donc très tardivement, qu'elle commença à accorder aux établissements bancaires des quantités énormes de crédits à taux extrêmement réduits (proches de zéro)—sans d'ailleurs éviter les vagues de paniques financières. La crise proprement financière explosa lorsqu'une masse critique de débiteurs a rencontré de graves difficultés pour rembourser les emprunts; ce qui fut le cas dès la fin de l'année 2006, après que la Fed ait relevé son taux d'intérêt dans le but d'attirer des capitaux destinés à financer les budgets militaires dilatés par les nouvelles guerres. Et tout cela, soulignons-le, sans victoire militaire évidente des États-Unis, ni non plus de relance de l'accumulation par les destructions amenées par ces conflits anti-Sud. Tout au contraire: sous la conduite des États-Unis, la poursuite et la multiplication des guerres impérialistes modernes—grand tabou du temps présent (y compris à gauche)—, de la Libye (par le truchement de l'OTAN) au Yémen (où Pentagone et CIA ont été officiellement invités par le président Obama à collaborer à compter de juin 2011), exacerbent toujours davantage les contradictions profondes du système capitaliste. Sans oublier que les interventions états-uniennes concernent aussi—comme cela a toujours été le cas—le sud de l'hémisphère occidental», à savoir l'Amérique latine et caribéenne ⁷.

⁷ Voir les annexes du livre *Les Avancées révolutionnaires en Amérique latine* (Herrera, 2010c, pp. 147-161).

Exemples d'interventions des États-Unis en Amérique latine et caribéenne depuis l'élection de Barack H. Obama

Date	Pays	Interventions
2008	Bolivie	Soutien états-unien à l'oligarchie de Santa Cruz de la Sierra encourageant les actions séparatistes contre le président bolivien Evo Morales.
2009	Colombie	Présence de 800 « conseillers » et de 600 « contractants » des forces armées des États-Unis en Colombie. Utilisation par ces troupes d'au moins cinq bases. Annonce de l'implantation de sept nouvelles bases militaires états-uniennes.
2009	Honduras	Interrogations sur le rôle des États-Unis dans le coup d'État qui renversa le président Manuel Zelaya (28 juin) – lequel avait fait adhérer son pays à l'Alba. Responsabilité d'officiers honduriens formés à l'École des Amériques.
2010	Haïti	Envoi et déploiement en Haïti de 16 000 militaires des États-Unis à la suite du tremblement de terre qui dévasta Port-au-Prince le 12 janvier.

Source : Herrera (2010c)

Conclusion

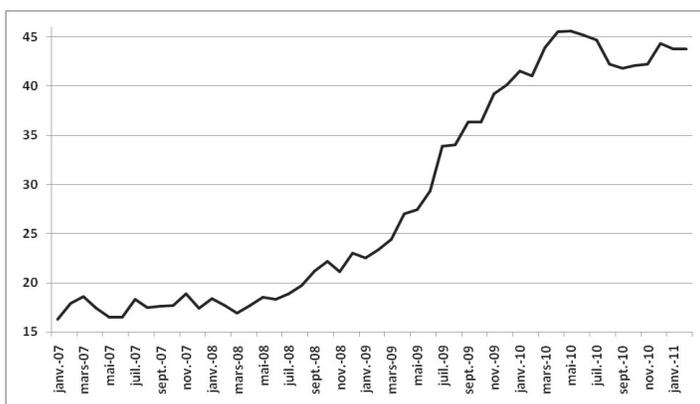
Il se pourrait en fait que nous n'en soyons pas même à « la fin du début » de cette crise... La probabilité d'une aggravation de la crise actuelle est aujourd'hui extrêmement élevée – ce, y compris aux États-Unis – et la plupart des conditions sont réunies pour que cela se produise. La situation présente ressemble au début d'un processus de longue période d'effondrement du stade actuel du capitalisme oligopolistique et financiarisé. Ce processus d'effondrement ouvre large les perspectives de « transition », où la lutte des classes va se durcir et se complexifier ; ce qui nous oblige à reconsidérer des alternatives de transformations sociales post-capitalistes, que nous sommes de plus en plus nombreux, par delà nos différences, à vouloir *socialistes*.

Références bibliographiques

- Herrera, Rémy (2008), « Le Bilan de George W. Bush : de la guerre perpétuelle à la crise systémique », *Recherches internationales*, juillet-septembre, n° 83, pp. 105-116.
- (2010a), *Un autre capitalisme n'est pas possible*, 202 p., Syllepse, Paris.
- (2010b), *Dépenses publiques et croissance économique – Pour sortir de la science (-fiction) néo-classique*, 276 p., L'Harmattan, Paris.
- (2010c), *Les Avancées révolutionnaires en Amérique latine – Des transitions socialistes au XXI^e siècle ?*, 175 p., Parangon, Lyon.

Annexes

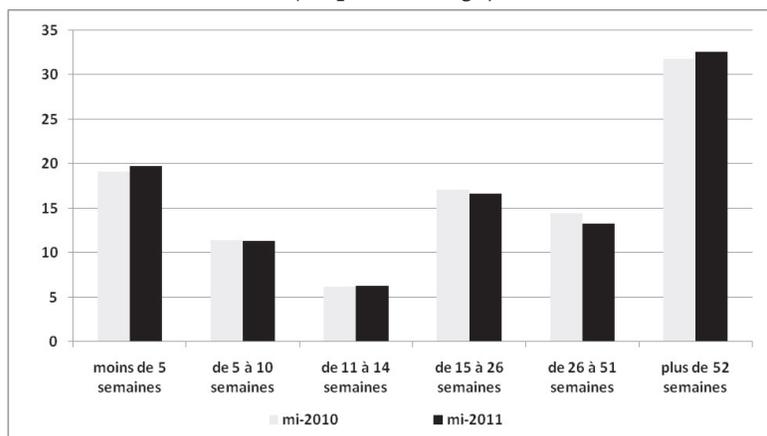
Figure A.1. Part des chômeurs de longue durée dans le chômage total aux États-Unis de janvier 2007 à janvier 2011 (en pourcentage)



Source: Calculs de l'auteur d'après les données du *Bureau of Labor Statistics* (années variées).

Note: La longue durée correspond à plus de 27 semaines de chômage.

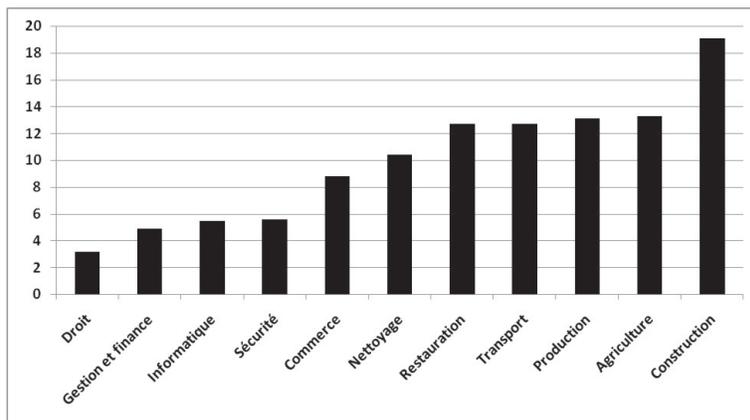
Figure A.2. Taux de chômage aux États-Unis par durée en 2010 et 2011 (en pourcentage)



Source: Calculs de l'auteur d'après les données du *Bureau of Labor Statistics* (années variées).

Note: Taux de chômage calculé pour les travailleurs âgés de plus de 16 ans.

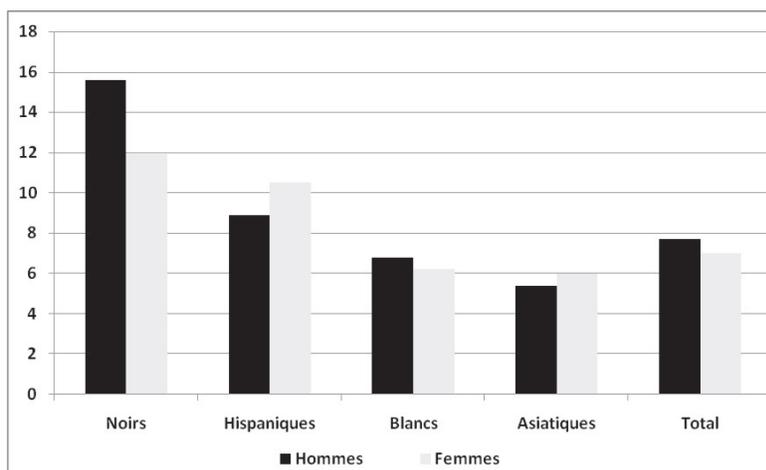
Figure A.3. Taux de chômage aux États-Unis par profession en 2011
(en pourcentage)



Source: Calculs de l'auteur d'après les données du *Bureau of Labor Statistics* (années variées).

Note: Base de données CPS 2011.

Figure A.4. Taux de chômage aux États-Unis par genre et par «race» en 2011
(en pourcentage)



Source: Calculs de l'auteur d'après les données du *Bureau of Labor Statistics* (années variées).

Note: Base de données CPS 2011.

